LE GROUPE
NOUVEAU PARIS
POPULAIRE

Vœu relatif à la fin de la vidéosurveillance algorithmique et de l'usage des drones

Voeu déposé par Céline Verzeletti, Sophia Chikirou, Emile Meunier et l'ensemble des élu·es du groupe Nouveau Paris Populaire

Considérant qu'il est indispensable de proposer une rupture globale avec la dérive techno-sécuritaire, marquée par le déploiement de la vidéosurveillance algorithmique (VSA) et l'usage des drones, qui restreint les libertés publiques sans jamais régler la délinquance ni les incivilités du quotidien ;

Considérant que les récentes expérimentations de la VSA à Paris, lors de grands concerts, de matchs de football ou de gares de transits démontrent que cette technologie sort du cadre exceptionnel pour s'immiscer de manière permanente dans le quotidien des usager-es de l'espace public et des transports, au mépris des mises en garde de la Ligue des Droits de l'Homme (LDH) qui y voit un outil de surveillance de masse ;

Considérant que la VSA s'implante sur le parc existant des caméras de la Préfecture de Police, dont la densité cartographique est historiquement concentrée sur les grands axes de transit, les Portes de Paris et les arrondissements de l'Est parisien, soumettant de fait les classes populaires à un maillage technologique disproportionné par rapport à l'Ouest parisien ;

Considérant que les logiciels de VSA sont programmés pour détecter comme "anormaux" ou "suspects" des critères comportementaux tels que la "statique prolongée" ou les "regroupements" ; qu'un tel paramétrage discrimine directement les modes de vie des quartiers populaires où l'espace public (places, trottoirs, bas d'immeubles) est un lieu essentiel de socialisation, de repos gratuit et de respiration face à la taille trop souvent très réduites des logements ;

Sur proposition de Céline Verzeletti, Sophia Chikirou, Emile Meunier et l'ensemble des élu·es du groupe Nouveau Paris Populaire, le Conseil de Paris émet le vœu que:

- la Préfecture de Police mette fin à la vidéosurveillance algorithmique (VSA) et à l'usage des drones dans tout l'espace public parisien, refusant de faire de la capitale, et particulièrement de ses quartiers populaires, un laboratoire du contrôle social automatisé.